



V I V E M E N T N E W D E L H I !

La Ministre de la Fonction publique et de l'Administration d'Afrique du Sud, Geraldine Fraser-Moleketi, est notre Rapporteur Général pour la Conférence de l'IISA, qui se tiendra à New Delhi en novembre. En exclusivité pour la Lettre d'information de l'IISA, elle attire l'attention sur la nécessité de transposer la dynamique du Sommet de la Terre de Johannesburg dans notre propre domaine.

Avec le sommet sur le développement durable qui bat son plein en ce moment, je ne peux m'empêcher de penser au choix fortuit qu'a fait l'IISA en décidant du thème de la Conférence de New Delhi. Ce thème, "**Vers une gestion publique de qualité pour une croissance et un développement durable**", est l'occasion pour le monde de l'administration publique de réfléchir à nos actions et nos institutions par rapport à la lutte contre la pauvreté et à la mise en place d'un développement durable au niveau mondial. Relever les défis auxquels nous sommes confrontés dans le domaine de l'administration publique sera déterminant dans la mise en œuvre du Plan d'action de Johannesburg. Cela pourrait éviter de se retrouver dans une situation où le monde aurait une fois de plus à se demander pourquoi, dix ans auparavant, la communauté internationale a encore échoué dans la mise en œuvre des décisions adoptées.



Préparation de la Conférence

La préparation scientifique de la Conférence de New Delhi progresse rapidement. Avec l'aide des quatre rapporteurs thématiques, nous avons trié près de 140 réponses à l'appel initial de propositions. Nous en avons accepté environ 90 qui doivent encore être développées et sommes déjà en possession de plus de 60 propositions complètes. Le traitement des propositions complètes destiné à documenter les déclarations respectives initiales pour les débats thématiques s'est terminé fin août.

Nouveaux défis

Au regard des documents préparatoires du Sommet mondial sur le Développement durable, il est clair que nous ne pouvons nous permettre de parler exclusivement de questions importantes. La demande porte désormais sur la mise en œuvre. Dans le même esprit de soutien exprimé par le Secrétaire général du Sommet mondial sur le Développement durable, Nitin Desai, je suis persuadée que New Delhi changera notre façon d'agir dans l'arène de l'administration publique. Cette Conférence qui se tiendra sous les auspices de l'IISA et du gouvernement indien dispose de tout le potentiel pour donner l'exemple et montrer comment conjuguer l'action à une discussion intellectuelle rigoureuse. En ma qualité de Rapporteur Général, j'attends avec impatience de relever ces défis!

Geraldine Fraser-Moleketi, Ministre de la Fonction publique et de l'Administration, Afrique du sud

RÉUNIONS STATUTAIRES

Catherine Coninckx - 32/2-536.08.83 - coninckx@iiasisa.be

Les réunions statutaires suivantes auront lieu à New Delhi le mardi 5 novembre 2002

<i>Comité de Rédaction de la RISA</i>	09h00-10h00
<i>Conseil Scientifique</i>	10h30-12h30
<i>Comité des Finances</i>	13h30-14h30
<i>Comité Exécutif</i>	15h00-18h00

MANIFESTATIONS MAJEURES

Catherine Coninckx - 32/2-536.08.83 - coninckx@iiasisa.be

DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE NEW DELHI (INDE), 5-9 NOVEMBRE 2002

VERS UNE GESTION PUBLIQUE DE QUALITÉ POUR UNE CROISSANCE ET UN DÉVELOPPEMENT DURABLES

Rapporteur Général : Geraldine Fraser-Moleketi, Ministre de la Fonction publique et de l'Administration (Afrique du Sud)

Ateliers et Rapporteurs :

Croissance et développement durables à l'âge des nouvelles technologies d'information et de communication
B.N. Yugandhar, haut fonctionnaire retraité du Gouvernement indien (Inde)

Pour une administration responsable, transparente, performante et honnête
Regina Pacheco, Présidente, Ecole nationale d'Administration publique (Brésil)

Renforcer les capacités de l'administration et utiliser ses ressources humaines pour la croissance et le développement
Pan Suk Kim, Professeur d'administration publique, Université de Yonsei (Corée)

Les relations entre les organisations internationales et les administrations nationales dans les politiques de développement durable
Jacques Ziller, Professeur de droit public comparé, Institut universitaire européen de Florence (Union Européenne)

PANELS

Qualité de service : l'expérience indienne de la Charte des Citoyens;

Evaluer la bonne gouvernance;

Vers une gestion publique de qualité pour une croissance et un développement durables;

Education de base; panel soutenu par le CISS

Panel conjoint IISA/UNDESA sur le développement durable;

Panel Asie-Pacifique sur le partage des rôles et la collaboration entre les gouvernements et les ONG pour le développement national;

Le maintien de l'administration publique en période de crise.

DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE INTERNATIONALE YAOUNDÉ (CAMEROUN), 14-18 JUILLET 2003

GOVERNANCE PARTAGÉE : LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES EXCLUSIONS

Rapporteur Général : Madame Jocelyne Bourgon, Présidente du Centre canadien de Gestion (ancien Secrétaire du Cabinet)

Ateliers et Rapporteurs :

Rôle, stratégie et moyens des institutions et des pouvoirs publics

Lucien Kombo, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Rôle et responsabilité des citoyens, des acteurs et groupes sociaux

Abdulrahman Bin Ahmed Higan, Institute of Public Administration (Arabie Saoudite)

Rôle, responsabilité et stratégie des organisations internationales et régionales

Pedro Enrique Andrieu (Argentine)

Rôle et responsabilité des collectivités locales et autres

Michiel De Vries, Université de Nijmegen (Pays-Bas)

RECHERCHE

Gail Darge - 32/2-536.08.82 - darge@iiasisa.be

HISTOIRE DE L'ADMINISTRATION

Thème d'étude: "l'administration de l'eau".

Président du Groupe de Travail: **Fabio Rugge**, Professeur d'Histoire de l'Administration publique et d'Histoire comparative des Institutions politiques à l'Université de Pavie, Italie.

Rapporteur: **Jos C.N. Raadschelders** (Pays-Bas), Professeur d'Administration publique et Henry Bellmon Chair of Public Service, University d'Oklahoma, Etats-Unis.

Prochaines échéances

fin septembre 2002: Réception des projets de rapport national (4-5 pages)

fin octobre 2002: commentaires du Rapporteur aux auteurs

mars 2003: réception des rapports nationaux (+ 20 pages). Ces rapports nationaux seront communiqués à tous les membres du groupe.

La prochaine réunion du Groupe aura lieu au **printemps 2003**.

ADMINISTRATION SUPRANATIONALE

Président: **Chris De Cooker**, Agence spatiale européenne

Un séminaire a eu lieu du 27 au 29 mai 2002 au Centre de conférence de la Banque mondiale sur le thème "*Enquête et procédure judiciaires au sein des organisations internationales*" et a réuni environ vingt organisations internationales, parmi lesquelles le FMI, l'OCDE, le PNUD, la Banque centrale européenne, la Banque mondiale, et deux experts, l'un d'Afrique du sud, l'autre des Etats-Unis. L'ordre du jour de la réunion a porté principalement sur **les étapes préliminaires d'une enquête** - ce qui déclenche une enquête, délai et méthode de notification, protection contre les représailles; **l'enquête formelle** - comment est menée la mission d'information, comment rassembler des preuves, interroger les témoins, confidentialité et accès aux éléments d'enquête, renvoi à l'application légale, et enfin **l'après enquête**, et l'action continue de l'enquêteur. Par ailleurs, et afin d'assurer le suivi des thèmes précédemment étudiés par le Groupe sur **l'éthique et les codes de conduite**, les représentants des organisations internationales participant au séminaire ont fait part des derniers développements dans ce domaine au sein de leur organisation.

En conclusion d'un séminaire particulièrement stimulant et d'actualité, le Groupe a décidé de se réunir l'année prochaine sur un thème se rattachant à ceux examinés lors du séminaire. Entretiens, **Chris de Cooker** travaillera en étroite collaboration avec l'IISA afin de préparer une étude reprenant les divers aspects des travaux du Groupe.

PUBLICATIONS

Cécile Poupart - 32/2-536.08.87 - poupart@iiasisa.be

OUVRAGES PARUS

La conduite de l'action publique au XXIème siècle. Nouvelles logiques, nouvelles techniques / Governance and Administration in the 21st Century: new trends and new techniques, Actes du XXVème Congrès international des Sciences administratives, 2001, Athènes (Grèce) / Proceedings of the Twenty-fifth International Congress of Administrative Sciences, 2001, Athens (Greece), Distribution: IISA/IIAS, 2002, 18,00 €

East-West Cooperation in Public Sector Reform: cases and results in central and eastern Europe, edited by Frits Van Den Berg, Gyorgy Jenei, Lance Leloup, EGPA Study Group, Distribution: IOS Press, 2002, 195 pp., 80,00 €

Developing Local Governance in Europe (vol. 1), edited by Tony Bovaird, Elke Löffler and Salvador Parrado Díez, EGPA Study Group, Distribution: Nomos Publishers (www.nomos.de), 2002, 250 pp., 42,00 €

Le passé et l'avenir de l'administration publique, par Guy Braibant, Première Conférence Braibant, sous la direction de Michael Duggett, Distribution : IISA, 2002, 48 pp., 15,00 €

OUVRAGES À PARAÎTRE

Competency Management in the Public Sector: European variations on a theme, edited by Sylvia Horton, Annie Hondegheem & David Farnham, EGPA Study Group, Distribution: IOS Press, 2002.

The Turning World : globalisation and governance at the start of the 21st century, joint UNDESA-IIAS Publication, edited by Guido Bertucci & Michael Duggett, Distribution: IOS Press, 2002

The History of Corruption in Central Government/ L'histoire de la corruption au niveau du pouvoir central, IIAS Working Group, edited by - sous la direction de Seppo Tiihonen, Distribution: IOS Press, 2002

Governing Networks, EGPA Yearbook 2001, Vaasa (Finland), Distribution: IOS Press, 2002

REVUE INTERNATIONALE
DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

Catherine Humblet: humblet@inwind.it

Sommaire du Volume 68 Numéro 2 juin 2002

Gouvernance électronique: implications pour les gouvernants et les fonctionnaires

Editorial - *Kenneth Kernaghan*

La gouvernance électronique : implications pour les citoyens, les gouvernants et les fonctionnaires - *Ignace Snellen*

Aux confins de la gouvernance électronique: rapport sur les États-Unis et le Canada - *Stanford Borins*

De l'automatisation à la gestion des connaissances : moderniser le gouvernement britannique grâce aux TIC - *Chris Bellamy*

L'E-gouvernance en Inde : impacts sur les relations entre les citoyens, la classe politique et les fonctionnaires - *Shamsul Haque*

Les dilemmes éthiques dans l'administration publique: les impératifs "ILIR" de la réflexion déontologique - *Anthony Makrydemetres*

Les outils de la bonne gouvernance : évaluation de l'analyse de la négociation multipartite - *Les Metcalfe et David Metcalfe*

DÉPLACEMENTS DU DIRECTEUR
GÉNÉRAL

Canada - du 29 avril au 4 mai, Michael Duggett s'est rendu au Canada. Il a séjourné à Toronto où il a rencontré **Joe Galimberti**, Directeur de l'Institut d'Administration publique du Canada, notre Section nationale, ainsi que **Art Stevenson**, de la Commonwealth Association for Public Administration and Management. Il s'est ensuite rendu à Ottawa, au Centre canadien de Gestion (CCG), qui représente le Canada en tant qu'Etat membre au sein de l'IISA. Il y a rencontré **David Brown**, ancien Président de l'IISA, **Robert Lafleur**, Vice-Président de l'IISA et **Jocelyne Bourgon**, Présidente du CCG et Rapporteur Général de la Conférence de Yaoundé en 2003. Tous deux ont partagé leurs points de vue avec **Maurice Demers**, du CCG et **Ken Kernaghan** de la Brock University. Le Directeur s'est également entretenu avec les Professeurs **Jeffrey Roy** et **Leslie Pal**, des universités d'Ottawa et de Carlton.

Turquie - le 7 mai, le Directeur général s'est rendu à Ankara afin d'y rencontrer **Turgay Ergun** de TODAIE, et de préparer la Conférence de l'AIEIA. Reçu par TODAIE et Aristokrat Tours, il a eu l'occasion de participer aux célébrations du 50ème anniversaire de l'institut et de rencontrer les Professeurs **Ömer Bozkurt** and **Seriye Sezen**. Le 9 mai, il a également donné une conférence aux étudiants de TODAIE sur le thème du *changement dans les administrations*.

Espagne - les 21 et 22 mai, le Directeur général était invité par l'Institut d'Administration publique à donner une conférence à Madrid sur le thème de *la gouvernance européenne*. A cette occasion, il a rencontré **Jaime Rodriguez-Arana Muñoz**, Directeur général de l'INAP et **Mercedes Suarez Herrero**, Directeur de la coopération internationale.

Norvège - le 6 juin à Oslo, le Directeur général a rencontré **Ole Willy Sandbakk**, Directeur général chargé de l'unité de Modernisation au sein du Ministère du travail et de l'Administration. Il a également rencontré **Erik Aakre** de la même unité. Cette visite en Norvège lui a permis de s'entretenir avec **Cathrine Martens**, Conseiller au Ministère des Affaires étrangères, **Ellen Hambro**, Directeur général adjoint au Ministère de l'Environnement, **Torstein Olsen**, Directeur de l'Autorité des Postes et Télécommunications et **Oddbjørn Lyngroth**, Directeur des Ressources humaines au Ministère des Finances.

France - **Benoît Chevauchez**, Directeur de l'Institut de la Gestion Publique et du Développement Economique a invité le Directeur général de l'IISA à la première des réunions annuelles de l'IGPDE, à laquelle ont participé de nombreux ministres français et au cours de laquelle les orateurs ont débattu de l'amélioration des performances du secteur public. Au cours de cette réunion qui s'est déroulée les 20 et 21 juin, il a rencontré diverses personnalités académiques de France et du Canada, comme le Professeur **Jacques Bourgault** de l'ENAP.

Nations Unies - du 22 au 24 juillet, l'IISA a été représenté à la première réunion du nouveau comité d'experts en administration publique non seulement par son Directeur général, mais aussi par nos deux Rapporteurs des Conférences de New Delhi et de Yaoundé, **Geraldine Fraser-Moleketi** et **Jocelyne Bourgon**, les présidents de l'AIEIA et du GEAP, **Allan Rosenbaum** et **Werner Jann** ainsi que de nombreux autres experts de l'IISA choisis par l'UNDESA.

STAGES

Tracy Bender, envoyée par le Centre canadien de Gestion (CCG), a effectué un stage à l'IISA de mars à juin 2002. **Adriana Timpau**, de l'université d'Oradea, a, quant à elle, effectué un stage de trois mois au sein de l'IISA cet été. Cette étudiante roumaine a entrepris un D.E.S.S. sur "Les spécialistes de l'Europe centrale et orientale, démocratisation, économie de marché et intégration communautaire" à l'Université de Reims, France. Actuellement, **Marta Rakoczy**, étudiante à l'Ecole supérieure de la Créativité et de l'Administration de Léon Kozminski à Varsovie (Pologne) effectuée dans le cadre de sa formation, un stage d'une durée de trois mois à l'IISA. Toutes trois se sont activement impliquées dans les activités de l'Institut, en collaborant notamment au projet "Access Club", lié à la Conférence de Yaoundé.

CONFÉRENCE DE NEW DELHI: DU 5 AU 9 NOVEMBRE 2002

DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE

THÈME: "Vers une gestion publique de qualité pour une croissance et un développement durables"

LIEU: New Delhi (Inde), Hôtel Ashok

Plus que quelques semaines avant la conférence de New Delhi! Si vous n'êtes pas encore inscrits ou si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires, n'hésitez pas à contacter Catherine Coninckx (tél: 32/2-536.08.83, fax: 32/2-537.97.02, e-mail: coninckx@iiasi.be) et à consulter la page consacrée à la Conférence sur notre site web: <http://www.iiasi.be/iisa/finewdelhi/finewdelhi.htm>. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'aux premiers jours de la Conférence, et il vous sera également possible de vous inscrire sur place.

DROITS D'INSCRIPTION

Membres*	300 EUR
Non-Membres*	450 EUR
Pays Hôte	150 EUR
Accompagnants	150 EUR
Accompagnants Pays Hôte	100 EUR

Attention:
un supplément de 100 EUR
sera demandé aux participants qui n'auront pas réglé
les frais d'inscription au 1er novembre 2002.

Site de la Conférence de nos partenaires indiens: <http://iiasconf2002-delhi.nic.in>

Lieu de la Conférence: Hôtel Ashok, 50B, Chanakyapuri, New Delhi 110 021 (Tél. +91/11-6110101, Fax +91/11-6876060, E-mail: ashoknewdelhi@gems.vsnl.net.in)

UNE EXCURSION AU TAJ MAHAL EST PRÉVUE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DESTINÉ AUX ACCOMPAGNANTS.

VISITE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL AU CAMEROUN (15-17 JUILLET) : SIGNATURE DU CONTRAT DE LA CONFÉRENCE 2003

Lors de sa visite à Yaoundé (du 15 au 17 juillet 2002), le Directeur général de l'IISA a signé le contrat liant l'IISA et l'Etat camerounais dans le cadre de l'organisation de la Conférence annuelle de 2003. La signature du contrat a eu lieu le 16 juillet avec le Ministre de la Fonction publique, **Monsieur René Ze Nguete**.

NOUVELLES RESPONSABILITÉS POUR LE PRÉSIDENT DE L'IISA

NOUS SOMMES HEUREUX DE VOUS ANNONCER QUE LE 24 AOÛT DERNIER, LE PRÉSIDENT DE L'IISA, MONSIEUR JEAN-MARIE ATANGANA MEBARA, A ÉTÉ NOMMÉ MINISTRE D'ÉTAT ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE CAMEROUNAISE.



Au cours de son séjour, il a également eu le privilège de rencontrer le Rapporteur camerounais de la conférence, le Professeur **Lucien Kombou** de l'Université de Ngaoundéré, ainsi que les Hauts Commissaires au Cameroun du Canada et du Royaume-Uni, dans le cadre de l'**Accès Fund** (voir notre prochaine édition).

Ci-contre: Michael Duggett, Directeur général de l'IISA, René Ze Nguete, Ministre de la Fonction publique et Léon-Bertrand Ngouo, Secrétaire Permanent pour la Réforme administrative.

CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'AIEIA, ISTANBUL 2002

RAPPORT GENERAL INTRODUCTIF



Marie-Françoise Bechtel,
Directeur de l'ENA
FRANCE

Le problème de l'influence de la mondialisation et de la décentralisation de la formation des responsables des administrations publiques est au cœur d'un débat universel, en ce sens qu'il affecte toutes les régions du monde jusqu'à un certain point et avec des différences. Cette constatation montre l'importance d'une analyse des différentes manières dont le problème est abordé et résolu dans le monde. Mon rapport tentera donc de mettre l'accent sur différents aspects de la question générale de l'impact de la mondialisation et de la décentralisation.

Mondialisation et décentralisation

Ces deux mouvements de caractère historique qui soulèvent de nombreux problèmes ne peuvent être traités comme de simples faits. Comme tous les facteurs humains, ils sont de nature temporelle. Nul ne sait de quel côté soufflent les vents de l'histoire et l'ensemble constitue une tendance qui évolue dans le temps. Prendre en considération ce caractère historique revient à constater que les tendances actuelles pourraient, dans le futur, être différentes. Plusieurs faits récents montrent cette possibilité. Tout d'abord l'importante

croissance des mouvements auto-mondialisation qui conduisent de plus en plus de gouvernements à les prendre en considération. Paradoxalement, c'est leur caractère anti-mondialiste qui conduit à une remise en cause de la décentralisation en conduisant à un renforcement des Etats nationaux. Ceux-ci apparaissant comme le cache dans lequel des décisions de nature politique doivent être prises. Ensuite, les événements du 11 septembre ont profondément modifié l'état du monde. Ces événements ont conduit notamment à une repolitisation des politiques économiques marquées par un nouvel interventionnisme de l'économie de marché qui sont en contradiction avec les tendances économiques antérieures. A titre d'exemple, on peut se référer à la forte augmentation du budget militaire des Etats Unis assortie des mesures interventionnistes et protectionnistes. En troisième lieu, la situation au Moyen Orient met particulièrement en lumière le fait que la mondialisation ne conduit pas nécessairement à la paix à travers des valeurs et des comportements communs.

Questions et hypothèses

Dans ce contexte, plusieurs questions préalables méritent d'être posées, la plus importante étant de savoir si mondialisation et décentralisation sont deux tendances opposées ou complémentaires. C'est là une question essentielle pour le diagnostic des besoins de l'administration publique. Une première hypothèse dit que les deux tendances se contredisent. On peut penser en effet que l'accroissement de la mondialisation qui accentue l'uniformisation en matière économique et politique et jusque dans la vie quotidienne crée un besoin de revendication des différences à travers des communautés régionales et locales. Dans cette hypothèse, on aura moins besoin à l'avenir d'un Etat centralisé et des serviteurs qu'il requiert. Une autre hypothèse est que décentralisation et mondialisation avancent ensemble vers la crise en question du cadre national des Etats et du rôle de ceux-ci dans la prise de décision. Dans cette hypothèse est posée la question des besoins en matière de gestion des coûts civils et militaires qui réclament une autorité centrale. Que penser de la théorie selon laquelle les Etats nationaux devraient s'occuper des fonctions et intervenir de moins en moins dans les politiques publiques et notamment le partage des ressources ? Quelle que soit l'hypothèse, le mouvement de la modernisation administrative est aujourd'hui un fait général. Les pays riches comme les pays pauvres et les pays en voie de développement, y ont un impératif fondamental. Il y a là bien entendu un effet de la mondialisation elle-même qui tend à vérifier les différents modèles en raison de besoins censés être communs. Ces besoins se rapprochent aujourd'hui du comportement de type privé. Quant à la décentralisation, elle impose des besoins définis par le rapprochement entre les citoyens et l'administration. A l'intérieur de cette double tendance, se posent quelques questions: Quel type de formation peut permettre de comprendre la portée des changements issus des tendances mondialistes et décentralisatrices? Quelles sont les nouvelles fonctions à développer pour en tenir compte : la négociation, la prévention des contrôles, le rôle nouveau du droit, la proximité du citoyen? A cet égard, la composition des diverses idées est d'une très grande importance. La montée du "vote protestataire" de plus en plus dans les pays européens, montre que la classe politique n'a pas suffisamment pris en compte la nécessité d'analyser la situation réelle. On peut pour cette raison espérer que la présente conférence jettera quelque lumière sur la diversité des besoins et des approches.

Nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC)

On peut distinguer deux situations: celle d'abord où les nouvelles technologies apportent des réponses à des problèmes qui leur préexistaient, comme améliorer la délivrance de documents aux usagers ou la productivité des fonctionnaires. Ensuite la situation où, au contraire ce sont les nouvelles technologies qui posent de nouveaux problèmes : quels sont les changements créés par les technologies de l'information et de la communication dans l'exercice de la démocratie, en particulier en relation avec la mondialisation et la décentralisation qu'elles facilitent ? Dans la première situation, il y a le besoin d'améliorer les outils et leur utilisation. Dans la seconde, il y a plutôt besoin d'une réflexion sur l'usage des NTIC, et en ce qui concerne les changements économiques et politiques auxquelles elles conduisent. Sur la base de ces questions, quels sont les problèmes de demain, ceux qui ont une influence sur la formation des administrations publiques et spécialement de leurs responsables? Ces questions sont identiques pour les pays quel que soit leur stade de développement: y a-t-il différents modèles pertinents pour l'organisation d'un Etat moderne? Plus précisément quels sont les liens entre la haute fonction publique et les autres décideurs? Quelle est l'influence des facteurs nationaux sur les traditions nationales? Quelle est la portée du modèle du "nouveau management public", qui est mis en application dans des pays de plus en plus nombreux? Quelles leçons peut-on tirer aujourd'hui de ces différentes expériences? Enfin quelles contributions l'administration comparée peut-elle apporter à cette question?

J'espère que cette conférence nous permettra de répondre à ces questions. Merci Monsieur le Président.

Ce discours a été prononcé le lundi 17 juin au Istanbul Convention & Exhibition Centre, lors de la séance inaugurale de la Conférence de l'AIEIA.

ASSOCIATION SPÉCIALISÉE & GROUPE RÉGIONAL

Association internationale des Écoles et Instituts d'Administration

Sarah Azzoug - 32/2-536.08.89 - iasia@iiasisa.be

CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'AIEIA ISTANBUL (TURQUIE), 17- 20 JUIN 2002: L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ENTRE GLOBALISATION ET DÉCENTRALISATION

Bilan: 258 participants et 38 accompagnants en provenance de 31 pays ont assisté à la Conférence.

Le Comité organisateur, **TODAIE** (basé à Ankara) et l'agence de voyage, **Aristokrat Travel** ont fait preuve d'une grande hospitalité et d'un savoir-faire qui ont fait d'Istanbul l'une des plus mémorables conférences de l'AIEIA. Nous les en remercions chaleureusement.



La visite du palais de Dolmabahçe faisait bien sûr partie du programme prévu pour les accompagnants.

Le Prix Pierre De Celles. Le comité Pierre De Celles a décerné le Prix à **Ladipo Adamolekun**.

Nouveaux membres: 13 nouveaux ont été admis au sein de l'Association:

Department of Political Science, Southern Illinois University (Etats-Unis); Department of Political Science and Public Administration, University of Dar Es Salaam (Tanzanie); Ecole nationale de la Santé Publique (France); Instituto de Gestao e Administracao Publica - IGAP (Portugal); The Korea Institute of Public Administration - KIPA (Corée); Master of Public Administration Program, Binghamton University (Etats-Unis); Romanian Institute of Administrative Sciences "Paul Negulescu" (Roumanie); Rwanda Institute of Administration and Management (Rwanda); School of Management, Queensland University of Technology (Australie); School of Policy, Planning and Development, University of Southern California (Etats-Unis); School of Public and International Affairs, The University of Georgia (Etats-Unis); School of Public Policy and Administration, Carleton University (Canada); Shanghai Administration Institute (Chine)

CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'AIEIA MIAMI (ETATS-UNIS), SEPTEMBRE 2003: L'ADMINISTRATION PUBLIQUE FACE AUX DÉFIS DE L'INÉGALITÉ ET DE L'EXCLUSION

Les dates de la prochaine Conférence n'ont pas encore été fixées, mais elle aura très probablement lieu la 3ème semaine de septembre.

Groupe européen d'Administration publique

Fabienne Maron - 32/2-536.08.84 - geapegpa@iiasisa.be

CONFÉRENCE ANNUELLE POTSDAM (ALLEMAGNE), 4-7 SEPTEMBRE 2002 L'ESPACE ADMINISTRATIF EUROPÉEN : LA GOUVERNANCE DANS LA DIVERSITÉ

Bilan: La Conférence a réuni 250 participants et 23 accompagnants venant de 35 pays différents. Les discours liminaires des Professeurs **Johan P. Olsen** et **Gérard Druesne** ont inauguré la Conférence. Il convient de souligner que de nombreux jeunes chercheurs ont pris part aux sessions de deux nouveaux Groupes de recherche : (1) Administration publique postmoderne (2) Changement de politique et Réforme institutionnelle dans le secteur public.

Comité de direction: il s'est réuni, à l'occasion de la Conférence annuelle, le 5 septembre 2002. Au cours de cette réunion, le Professeur **Barbara Kudrycka** (Pologne) a été nommée membre du Comité de direction. La prochaine réunion du Comité aura lieu à Bruxelles en janvier 2003.

Le 4 septembre, les participants à la Conférence du GEAP ont fait une croisière aux environs de Potsdam.



LA PROCHAINE CONFÉRENCE ANNUELLE DU GEAP SE TIENDRA À OEIRAS (PORTUGAL) DU 3 AU 6 SEPTEMBRE 2003.

DONNÉES STATISTIQUES

Août 2002: 153 membres (109 membres individuels et 44 membres collectifs)

Membres individuels: 109 (cotisation individuelle : 75 €)

Allemagne = 10, Autriche = 2, Belgique = 23, Croatie = 1, Danemark = 4, Espagne = 5, Etats-Unis = 2, Finlande = 1, France = 5, Grèce = 3, Hongrie = 3, Irlande = 2, Italie = 4, Luxembourg = 1, Norvège = 4, Pays-Bas = 9, Pologne = 1, Portugal = 3, Roumanie = 1, Royaume-Uni = 17, Slovaquie = 1, Slovénie = 1, Suède = 2, Suisse = 3, Turquie = 1.

Membres collectifs : 44 (cotisation collective: 375 €)

Allemagne = 2, Belgique = 5, Danemark = 4, Espagne = 2, Finlande = 3, France = 1, Irlande = 1, Irlande du Nord = 1, Italie = 2, Luxembourg = 1, Malte = 1, Norvège = 1, Pays-Bas = 6, Pologne = 1, Portugal = 2, Roumanie = 1, Slovénie = 1, Suède = 1, Suisse = 4, Royaume-Uni = 4.